

## INSTITUTION ADOUR

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations  
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 10 décembre 2015**  
(Convocation du 23 novembre 2015)

Aujourd'hui, le dix décembre deux mille quinze à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle au Conseil Départemental des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

### Etaient Présents :

Madame Céline SALLES,  
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER.

Etaient excusés et avaient donné procuration : Madame Denise SAINT PE, Monsieur Charles PELANNE.

Etaient excusés : Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Odile LAFITTE, Messieurs Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE et Christophe TERRAIN.

Secrétaire de Séance : Madame Céline SALLES

---

**OBJET : DOSSIER V - affaires diverses / Autorisation de signature : foncier : Projet de réservoir du Louet 2**

### Exposé des motifs :

En juin 2015 l'Institution s'était positionnée favorablement pour l'acquisition des parcelles A504 sur la commune de Maure et D334 sur la commune de Momy, d'une superficie totale de 76a 20ca, et un montant total de 9 144 € (hors frais SAFER et de stockage).

Le comité technique de la SAFER 64 avait attribué ces parcelles à deux jeunes agriculteurs mais qui ne peuvent finalement pas les acheter pour des raisons financières.

La SAFER a de nouveau notifié cette opportunité à l'Institution Adour,

Les parcelles proposées sont stratégiques car elles jouxtent des parcelles déjà Institution Adour et pourront être cultivées par un agriculteur impacté par le projet,

En l'absence d'observations,

Entendu l'avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Vu l'avis des domaines,

## DECIDE

### Article 1

- De donner une suite favorable à cette opportunité et autorise le Président à prendre tout acte nécessaire à sa mise en œuvre

### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 10 décembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR  
Département des Landes  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

